



Un projet d'envergure  
pour la décarbonation  
des industries du Grand Ouest

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Clôture de la concertation préalable du projet GOCO<sub>2</sub> et poursuite du dialogue

Le 16 décembre 2025 à Saint-Nazaire s'est tenue la dernière réunion publique de la concertation préalable sur le projet GOCO<sub>2</sub>, conduit par les sociétés Heidelberg Materials France, Lafarge Ciments, Lhoist, NaTran, Elengy et RTE. L'occasion d'un premier bilan collectif de cette démarche d'information et de participation du public engagée le 29 septembre et qui se terminera le 19 décembre. Les échanges avec les habitants et les acteurs du territoire se poursuivront sous la forme d'une concertation continue dans les mois à venir.

## La concertation en quelques chiffres

Depuis le 29 septembre, une concertation préalable est organisée sur le projet GOCO<sub>2</sub>. Elle se tient sous l'égide de la Commission nationale du débat public (CNDP) qui a désigné trois garants – Jean-Pierre Bompard, Marc Navez et Catherine Trebaol – pour accompagner la préparation des modalités de la concertation et veiller à son bon déroulement.

Sur les cinq départements concernés (Deux-Sèvres, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne), 35 rencontres ont été organisées, réunissant près de 1 500 participants. Les participants ont pu s'informer, s'exprimer et interroger les maîtres d'ouvrage au travers de réunions publiques, d'ateliers sur les canalisations, de rencontres sur les marchés et de webinaires. Le site internet dédié (<https://concertation.goco2.fr>) a par ailleurs permis de recueillir 60 contributions et 15 cahiers d'acteurs (chiffres au 16 décembre) émanant de collectivités, de chambres consulaires, d'acteurs économiques, d'associations, etc. Ces échanges et contributions ont permis aux maîtres d'ouvrage d'appréhender tous les enjeux locaux pour éclairer les prochaines étapes de développement du projet.

## Les sujets abordés lors de la concertation préalable

À l'occasion de la réunion publique de synthèse qui s'est tenue à Saint-Nazaire, les maîtres d'ouvrage ont fait le point sur les principaux sujets qui ont animé les trois mois de la concertation préalable.

**Jean-François Bricaud**, Directeur décarbonation & développements industriels de Heidelberg Materials France, a d'abord rappelé la logique de décarbonation des productions du ciment et de la chaux : « nous avons été fréquemment interrogés sur l'intérêt de continuer à produire du ciment et de la chaux et sur la pertinence du captage du CO<sub>2</sub>. Notre feuille de route est claire : il s'agit d'abord d'accompagner l'évolution de la demande qui, si elle diminue, reste élevée tout en continuant à produire en France ; c'est un enjeu de souveraineté industrielle. Dans ce cadre, face à l'enjeu climatique, nous sommes mobilisés pour réduire au maximum les émissions de gaz à



*effet de serre et nous envisageons pour ce faire, en dernier recours, de capter le CO<sub>2</sub> résiduel émis par nos fours ».*

Les enjeux liés au financement du projet, représentant un investissement prévisionnel de 2,5 milliards d'euros, ont été abordés. *« GOCO<sub>2</sub> repose sur des financements privés mais requiert aussi des soutiens publics. Ces derniers sont indispensables pour assurer l'engagement du projet dans les meilleurs délais et financer des infrastructures qui seront utiles demain aux activités économiques du Grand Ouest »* rappelle **Thomas de Charette**, Directeur Décarbonation Ciments de Lafarge Ciments.

**Vincent Lelong**, Responsable décarbonation Europe du Sud de Lhoist, est quant à lui revenu sur le bilan carbone du projet GOCO<sub>2</sub>. *« Notre projet a pour ambition d'éviter le rejet de 2,2 millions de tonnes par an de CO<sub>2</sub>. On nous a souvent demandé des chiffres plus précis : nous les présenterons dès que nous les aurons. Mais une chose est sûre : GOCO<sub>2</sub> aura un impact positif du point de vue des émissions de gaz à effet de serre, et ce dès la première année de fonctionnement ».*

**Laurent Muzart**, Responsable développement projet GOCO<sub>2</sub> de NaTran, ajoute : *« au travers de la concertation, nous avons pu nous rendre sur tous les territoires concernés par les zones d'études des canalisations. Nous avons entendu, notamment, une demande forte de dialogue des collectivités locales, de la profession agricole et des associations environnementales, dialogue que nous poursuivrons pour la suite du projet. Les mois qui viennent vont nous permettre de préciser les fuseaux d'études des canalisations à partir des contributions que nous avons reçues ».*

L'aval du projet, et notamment les enjeux liés au stockage géologique du CO<sub>2</sub>, a aussi été discuté : *« nous nous attendions à ce que le stockage du CO<sub>2</sub>, génère de nombreux questionnements, quand bien même ce sujet n'est pas dans le périmètre du projet soumis à la concertation et interviendra de surcroît hors de France. La concertation préalable aura permis d'entendre les experts du sujet et d'apporter des réponses, et nous continuerons à approfondir ce point dans le cadre des futurs échanges »*, indique ainsi **Joachim Labauge**, Directeur développement CO<sub>2</sub> d'Elengy.

## **Pour la suite**

La concertation préalable s'achève le vendredi 19 décembre. Le site internet restera accessible à l'issue de la concertation pour ceux qui souhaiteraient retrouver les informations liées au projet ainsi que toutes les contributions, dont les cahiers d'acteurs émanant de groupes constitués.

Puis, les garants de la concertation rédigeront un bilan de la concertation préalable. Dans ce document, les garants présenteront le déroulé de la concertation, synthétiseront les contributions des participants et formuleront des recommandations pour la suite de la participation du public sur le projet GOCO<sub>2</sub>.

Ensuite, dans un délai maximum de deux mois après la publication de ce bilan, les maîtres d'ouvrage de GOCO<sub>2</sub> présenteront les enseignements tirés de la concertation préalable, les engagements qu'ils prennent pour la suite du projet et les suites qu'ils donnent aux recommandations émises par les garants.

La participation du public se prolongera à travers une « concertation continue », sous l'égide d'un garant désigné par la CNDP. Cette procédure accompagnera les prochaines phases d'études et la préparation des démarches administratives. La concertation continue permettra ainsi d'approfondir certains éléments abordés lors de la concertation préalable et d'apporter des informations actualisées sur le projet.

## **GOCO<sub>2</sub> en bref**

Lancé en 2021, GOCO<sub>2</sub> réunit Heidelberg Materials France, Lafarge Ciments, Lhoist, NaTran, Elengy et RTE pour relever le défi de la décarbonation des productions de ciment et de chaux dans le Grand Ouest. Le projet concerne plusieurs départements : les Deux-Sèvres, la Mayenne, le Maine-et-Loire, l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique. L'enjeu : éviter, à partir de 2031, l'émission à l'atmosphère de 2,2 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an (soit l'équivalent des émissions de la métropole de Nantes). GOCO<sub>2</sub>, notamment en permettant le raccordement ultérieur de nouveaux émetteurs, participe à la pérennité des activités industrielles dans le Grand Ouest et facilite l'émergence d'une filière de valorisation du CO<sub>2</sub>. GOCO<sub>2</sub> représente un investissement prévisionnel total d'environ 2,5 milliards d'euros.

GOCO<sub>2</sub> regroupe plusieurs opérations complémentaires permettant le captage du CO<sub>2</sub> et son transport, en vue de son stockage géologique permanent :

- Le captage du CO<sub>2</sub> de la cimenterie Heidelberg Materials d'Airvault, dans les Deux-Sèvres ;
- Le captage du CO<sub>2</sub> de la cimenterie Lafarge Ciments de Saint-Pierre-la-Cour, dans la Mayenne ;
- Le captage du CO<sub>2</sub> des fours à chaux de Lhoist, à Neau, dans la Mayenne également ;
- Le transport de CO<sub>2</sub> par un réseau de canalisations souterraines d'une longueur évaluée à 375 kilomètres, développé par NaTran ;
- Le terminal de liquéfaction du CO<sub>2</sub> et de chargement à bord de navires à Montoir-de-Bretagne, développé par Elengy ;
- Des raccordements au réseau de transport d'électricité, assurés par RTE.

## **Contact presse :**

contact@goco2.fr

**Heidelberg Materials** est l'un des leaders mondiaux de l'industrie des matériaux et solutions de construction avec des positions de leader sur le marché du ciment, des granulats et du béton prêt à l'emploi. Nous sommes présents dans plus de 50 pays avec plus de 51 000 employés sur près de 3 000 sites. La responsabilité environnementale est au centre de nos actions. En tant que précurseur sur la voie de la neutralité carbone et de l'économie circulaire dans l'industrie des matériaux de construction, nous travaillons sur des matériaux de construction durables et des solutions pour l'avenir. Nous offrons de nouvelles opportunités à nos clients grâce au digital.

**Lafarge Ciments** est une filiale du groupe Holcim, le partenaire de référence de la construction durable. Le groupe compte plus de 48 000 collaborateurs dans 45 pays (en Europe, Amérique latine, Asie, Moyen-Orient et Afrique). En France, Lafarge apporte son expertise de leader des matériaux de construction innovants et durables dans 4 secteurs d'activités : le Ciment, le Béton prêt à l'emploi, les Granulats et les Solutions constructives. L'entreprise compte 4 200 collaborateurs et plus de 400 sites industriels sur l'ensemble du territoire hexagonal. En rendant massivement disponible ses ciments et ses bétons bas-carbone, Lafarge s'engage à augmenter la performance environnementale de la construction.

Le groupe belge **Lhoist** est l'un des principaux producteurs mondiaux de chaux, de dolomie et de solutions minérales. Il compte 135 sites répartis dans plus de 25 pays avec 6 650 employés de plus de 70 nationalités différentes. Lhoist cherche à contribuer de façon utile et durable à la conception et au développement de nouvelles technologies et de nouveaux procédés visant à minimiser l'empreinte écologique de ses opérations, notamment en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

**NaTran** est le nouveau nom de GRTgaz. L'année 2025 marque les 20 ans de l'entreprise qui ouvre une nouvelle page de son histoire en changeant de nom et en adaptant un projet d'entreprise NaTran2030 tourné vers la transition énergétique et la neutralité carbone à l'horizon 2050. Pour y parvenir, l'entreprise adapte son réseau et ses pratiques aux défis écologiques, économiques et numériques. Elle propose des infrastructures et une logistique adaptée aux gaz qui participent à la transition énergétique (biométhane, H<sub>2</sub> et CO<sub>2</sub>). NaTran est le 2<sup>e</sup> opérateur de transport de gaz en Europe. Le Groupe compte deux filiales : Elengy (leader des terminaux méthaniers en Europe) et NaTran Deutschland (opérateur du réseau MEGAL). NaTran assure des missions de service public visant à garantir la sécurité d'acheminement de ses clients. Son centre de recherche NaTran R&I (précédemment RICE) fait référence au niveau international en matière de recherche et d'innovation appliquée à la transition énergétique. Chiffres clés NaTran Groupe : 33 800 km de canalisations, 590 TWh de gaz transporté, près de 3 850 salariés, près de 2,5 Mds € de CA en 2024. Pour en savoir plus sur NaTran et ses initiatives, rendez-vous sur [NaTrangroupe.com](https://NaTrangroupe.com), [X](#), [LinkedIn](#), [Instagram](#)

Expert du GNL et opérateur pionnier de terminaux méthaniers en France, **Elengy** mobilise pour ses clients plus de soixante ans d'expérience dans la conception, le développement, l'exploitation et la maintenance d'installations industrielles de haut niveau. Elengy détient et exploite les trois terminaux méthaniers régulés en France : Montoir-de-Bretagne, sur la façade atlantique, Fos Cavaou et Fos Tonkin en Méditerranée. Aujourd'hui, Elengy a l'ambition de transformer ses terminaux méthaniers en hubs multiservices de décarbonation, notamment pour les chaînes de captage et de stockage du carbone ainsi que pour de nouvelles molécules : bio-GNL, hydrogène et ammoniac bas-carbone.

**RTE**, gestionnaire du réseau de transport d'électricité français, assure une mission de service public : garantir l'alimentation en électricité à tout moment et avec la même qualité de service sur le territoire national grâce à la mobilisation de ses 10 025 salariés. RTE gère en temps réel les flux électriques et l'équilibre entre la production et la consommation. RTE maintient et développe le réseau haute et très haute tension (de 63 000 à 400 000 volts) qui compte près de 100 000 kilomètres de lignes aériennes, 7 000 kilomètres de lignes souterraines, 2 900 postes électriques en exploitation ou co-exploitation et une cinquantaine de lignes transfrontalières. Le réseau français, qui est le plus étendu d'Europe, dispose de 37 interconnexions avec ses pays voisins. En tant qu'opérateur industriel de la transition énergétique neutre et indépendant, RTE optimise et transforme son réseau pour raccorder les installations de production et de consommation d'électricité.